



Blohorn[®]
— FORMATION —

By Blohorn Avocats

L'ACTUALITÉ TRIMESTRIELLE EN DROIT SOCIAL

VISIOCONFERENCE

Avec plus de 2500 sessions de formation en droit social et ressources humaines dispensées ces 23 dernières années, BLOHORN Formations est un des acteurs majeurs de ce marché. Grâce à notre méthodologie et nos supports pratiques, notre taux de satisfaction est de 95% de clients très satisfaits.



Vendredi 25 septembre 2026 :
Actualité sociale de 8h30 à 12h30

Prochaine session

Vendredi 18 décembre 2026



Animateur
Matthieu ROBERT
Avocat



Visioconférence

En cas de situation de handicap. Contactez-nous au 04.38.02.12.75 afin d'étudier les possibilités d'adaptation particulières.



Tarifs

Convention annuelle 2026 (4 sessions)
Frais pédagogiques : 3 683 € HT

PUBLICS CONCERNÉS

Chefs d'entreprises, Responsables services RH, Collaborateurs spécialisés en Droit Social, Experts-Comptables, Collaborateurs paie (aucun prérequis nécessaire)

La rentrée sociale est arrivée. La loi contre les fraudes sociales et fiscales change la donne pour les employeurs avec notamment un renforcement des moyens de lutte contre les fraudes en matière d'arrêts de travail, des sanctions alourdies en matière de santé-sécurité, le passeport de prévention rénové, le devoir de vigilance étendu en cas de sous-traitance. S'y ajoutent les nouvelles règles sur les visites de reprise et les IJSS, le gel du taux plancher de l'activité partielle et l'actualité paie (RGDU, contrôle URSSAF).

La jurisprudence n'est pas en reste : heures supplémentaires et annualisation, travail pendant l'arrêt maladie, faute inexcusable, RGPD, licenciement annoncé par WhatsApp... Le thème technique du trimestre sera consacré aux objectifs et à la rémunération variable, l'une des principales sources de contentieux prud'homal.

Thèmes

L'ACTUALITÉ LÉGALE ET RÉGLEMENTAIRE :

- Conclusion, exécution, rupture du contrat de travail
- Droit de la paie
- Hygiène et sécurité au travail

L'ACTUALITÉ DES CONVENTIONS COLLECTIVES

L'ACTUALITÉ JURISPRUDENTIELLE :

- Revirements
- Confirmations
- Evolutions

OBJECTIFS

- Analyser les nouvelles précisions législatives et jurisprudentielles ;
- Dégager des solutions pratiques pour son entreprise ou pour ses clients.

MÉTHODES ET MOYENS PEDAGOGIQUES

- Apports juridiques et théoriques illustrés par des exemples concrets
- Adaptation de l'animateur et du power point en fonction des participants
- Diagnostic préalable et test d'évaluation final via Quizzweb
- Tour de table (selon le nombre de participants)

CONTENU

L'ACTUALITÉ LÉGISLATIVE

Loi contre les fraudes sociales et fiscales – ce qui change pour les employeurs :

- Renforcement des moyens de lutte contre les fraudes en matière d'arrêts de travail
- Renforcement des sanctions en matière de santé et sécurité au travail
- Rénovation du passeport prévention
- Elargissement des pouvoirs de contrôle en matière de déclaration d'accident du travail et de maladie professionnelle
- Elargissement du devoir de vigilance pour la sous-traitance
- Durcissement des sanctions en matière de travail illégal

Projets de décret portant sur les autorisations de travail et les titres de séjour

Arrêts de travail :

- Visites de préreprise et de reprise - mise en place des nouvelles règles
- Arrêts de travail et IJSS – les nouvelles règles

Actualité paie et cotisations sociales

- Précisions concernant le calcul de la réduction générale dégressive unique (RGDU)
- La limitation du droit à la preuve du cotisant dans le contrôle Urssaf
- APLD et activité partielle – gel du taux plancher de l'allocation versée à l'employeur

Thème technique : objectifs et rémunération variable, comment éviter les contentieux ?

L'ACTUALITÉ JURISPRUDENTIELLE

Exécution du contrat de travail

- Annualisation du temps de travail et maladie – quel décompte des heures supplémentaires ?
- La priorité d'emploi d'un salarié à temps partiel s'étend-elle à l'entreprise sous-traitante ?
- Travail du salarié pendant un arrêt maladie – quid de l'indemnisation ?
- Comment gérer la nouvelle identité de genre du salarié ?

Maladies professionnelles, sécurité

- Evolution de la charge de la preuve de l'exposition au risque en présence d'une faute inexcusable et d'une pluralité d'employeurs
- Travail temporaire et prévention des risques : précisions sur les obligations réciproques

Institutions représentatives du personnel, protection des données

- Interception justifiée par la protection des données des courriers syndicaux en période électorale
- Existe-t-il un préjudice automatique en matière de violation du RGPD ?

Rupture du contrat de travail

- Quid de l'information tardive de sa grossesse à son employeur
- Est-il discriminatoire de proposer une rupture conventionnelle pendant un arrêt maladie ?
- Véhicule de fonction – le salarié est-il tenu de verser à son ancien employeur un complément différentiel résultant de son choix du véhicule ?
- Conclusion de CDD après un licenciement pour motif économique
- Un projet de licenciement annoncé lors d'un échange WhatsApp vaut-il licenciement verbal ?
- Insuffisance professionnelle ou discrimination en raison de l'âge ?